COMMUNIQUÉ

Rassemblements féministes du 28 novembre 2026 :

Lettre ouverte aux organisations

RAAR

RÉSEAU D'ACTIONS CONTRE L'ANTISÉMITISME ET TOUS LES RACISMES

Paris le 23 novembre 2026

Chères associations partenaires, chers partenaires politiques, chers syndicats,

Ça recommence.

Encore. Un nouvel appel à exclure le collectif Nous Vivrons de la manifestation contre les violences sexistes et sexuelles du 28 novembre 2026 vient d'être publié. Cette fois encore, le motif avancé est le même : le sionisme revendiqué par ce collectif.

Ça ne peut plus continuer.

Nous ne pouvons plus nous contenter de condamnations de circonstance et de communiqués de solidarité à la veille des manifestations, avant de retomber dans le silence une fois la mobilisation passée. Il est temps de prendre collectivement nos responsabilités.

De quoi parle-t-on exactement ?

Nous Vivrons est un collectif de femmes juives, créé par d'anciennes militantes engagées dans les combats antiracistes, notamment au sein de SOS Racisme et de l'UEJF. Il s'est constitué au lendemain de l'attentat terroriste du 7 octobre 2023 pour dénoncer l'antisémitisme et porter une voix juive dans l'espace féministe et antiraciste.

Ce collectif revendique ouvertement son sionisme. Un mot aujourd'hui utilisé à tort et à travers, souvent brandi comme une disqualification politique, sans que celles et ceux qui l'emploient prennent la peine d'en préciser le sens.

Derrière l'étiquette « sioniste », utilisée comme un repoussoir, c'est bien la présence et la parole d'un collectif de femmes juives qui sont contestées. Un collectif qui refuse les injonctions consistant à conditionner sa parole, à relativiser ses alertes ou à devoir justifier et contextualiser ses prises de

position avant d'être autorisé à dénoncer l'antisémitisme.

Des femmes menacées, intimidées et tenues à l'écart, année après année.

Depuis plusieurs années, les militantes de Nous Vivrons sont confrontées, à chaque manifestation féministe, à des menaces et des tentatives d'intimidation. Elles sont notamment assimilées au collectif d'extrême droite Némésis, avec lequel elles n'ont pourtant aucun lien ni rien en commun.

Leur présence nécessite une protection policière. Elles sont, de fait, maintenues à l'écart du cortège principal et contraintes de défiler sous escorte, comme si leur seule présence constituait une menace. Il faut mesurer ce que cela signifie : des femmes venues manifester contre les violences faites aux femmes doivent elles-mêmes être protégées contre les menaces et les violences dont elles sont la cible.

Et pendant ce temps, celles et ceux qui organisent ou relaient les appels à leur exclusion peuvent défiler tranquillement. Certaines organisations impliquées dans cette mise à l'écart ont par ailleurs tenu des discours allant jusqu'à célébrer ou justifier les attaques du Hamas du 7 octobre 2023, alors même que des femmes ont subi ce jour-là des violences sexuelles d'une extrême gravité. Nous n'oublions pas non plus les violences physiques visant les militantes de Nous Vivrons lors des précédentes manifestations. Le 8 mars 2024, des jets de projectiles, notamment de tessons de bouteilles, ont été rapportés et documentés. Des images ont notamment mis en cause le porte-parole d'une organisation aujourd'hui impliquée dans ces mobilisations. Soyons lucides : sans la protection policière qui leur est nécessaire pour manifester, ces militantes seraient exposées à des risques de violences considérables.

Où est la cohérence de notre combat féministe et antiraciste ?

Comment prétendre défendre toutes les femmes tout en acceptant que des femmes juives soient exclues et assimilées à tort à l'extrême droite ?

Comment dénoncer les violences sexistes et sexuelles tout en tolérant les menaces et les intimidations visant des militantes juives ?

Comment prétendre combattre toutes les formes de racisme tout en acceptant qu'un collectif de femmes juives soit désigné comme indésirable, sommé de se justifier et finalement contraint de manifester sous protection policière ?

Nous ne sommes pas tenu·es de partager toutes les positions politiques de Nous Vivrons. Nous pouvons avoir des désaccords, y compris profonds. Mais nous devons savoir distinguer le désaccord politique de la discrimination et défendre les droits fondamentaux de celles avec lesquelles nous ne sommes pas nécessairement d'accord.

La liberté de manifester est une liberté fondamentale. Nous avons tou·tes été outré·es des entraves à cette liberté auxquelles le mouvement social a récemment été confronté. Nous ne pouvons pas tolérer que, dans nos propres rangs, cette liberté soit réservée aux seules personnes dont les convictions et l'identité sont jugées acceptables par certain·es.

Jusqu'à quand allons-nous accepter cette situation sans réagir ?

Nous appelons les organisations partenaires, les partis politiques, les syndicats et les associations qui se revendiquent du féminisme et de l'antiracisme à prendre publiquement position.

Nous leur demandons de condamner sans ambiguïté ces appels à l'exclusion, de réaffirmer le droit de Nous Vivrons à manifester librement et de s'engager concrètement pour que ses militantes puissent rejoindre le cortège principal, sans

menaces, sans intimidations et sans escorte policière.

Il ne s'agit pas de soutenir toutes les positions de Nous Vivrons. Il s'agit de défendre un principe non négociable : aucune femme ne doit être exclue d'une mobilisation féministe en raison de sa judéité ou de son attachement à l'existence d'Israël.

L'antiracisme à géométrie variable, qui impose ses injonctions à certaines minorités, n'est pas de l'antiracisme. Le féminisme qui abandonne certaines femmes à la discrimination et aux violences n'est pas fidèle à ses propres principes.

Nous ne pouvons pas attendre que d'autres femmes soient blessées pour considérer enfin que cette situation est intolérable. Nous devons agir maintenant. Et nous devons le faire ensemble.

Rappel : Martin Niemöller évoquant le nazisme

« Quand ils sont venus chercher les communistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas communiste.

Quand ils sont venus chercher les syndicalistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas syndicaliste.

Quand ils sont venus chercher les juifs, je n'ai rien dit, je n'étais pas juif.

Quand ils sont venus chercher les catholiques, je n'ai rien dit, je n'étais pas catholique.

Puis ils sont venus me chercher. Et il ne restait plus personne pour protester. »

L'extrême droite est aux portes du pouvoir dans notre pays. Nous ne pouvons tolérer que ces méthodes d'exclusion violente et de mise à l'écart de certaines minorités deviennent la norme dans le mouvement social. Le RAAR refuse ce silence.

Nous rejoindre, nous soutenir :

https://raar.info/nous-rejoindre/

https://raar.info/soutien-aux-actions-du-raar/
